

Le second coup d'Etat au Burkina intervient dans un pays qui a sombré dans un conflit civil sous la poussée des djihadistes. L'armée pourra-t-elle reprendre le contrôle avant de nouveaux massacres?

AU BORD DE L'IMPLOSION

CHRISTOPHE KOESSLER

Burkina Faso ► Désormais contrôlé sur plus de la moitié de son territoire par des groupes djihadistes et rebelles, le Burkina Faso a connu vendredi 30 septembre son deuxième putsch depuis le début de l'année. Une faction du Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR), la junte qui a chassé le président Roch Marc Christian Kaboré en janvier dernier, a évincé ses propres compagnons d'armes. Le jeune capitaine Ibrahim Traoré, 34 ans, a remplacé le lieutenant-colonel Paul-Henri Damiba. Ce coup de force est accueilli plutôt favorablement par une bonne partie de la société civile au Burkina Faso. Non seulement parce qu'aucun progrès sécuritaire n'a été accompli depuis le début de l'année – les groupes armés se réclamant de l'islamisme ont même progressé significativement – mais parce que les militaires au pouvoir ont semblé vouloir réhabiliter l'ex-président Blaise Compaoré, pourtant détrôné lui-même par une insurrection populaire en 2014, après vingt-sept ans de règne autoritaire. Vendredi dernier, le capitaine Traoré a affirmé vouloir redresser la barre.

Une junte nostalgique

Ayant pris le pouvoir en janvier pour répondre à la mauvaise gouvernance, à la corruption et surtout à l'incapacité du gouvernement Kaboré (2015-2022) à combattre les groupes terroristes, la junte a fait tout le contraire de ce qu'elle avait promis, analyse au téléphone Eric Kinda, porte-parole du Balai citoyen, principal mouvement social au Burkina Faso: «Ils ont doublé le salaire des ministres, fait venir Blaise Compaoré au pays sans l'arrêter alors qu'il est condamné par la justice burkinabè, nommé au sein de l'administration des anciens caciques du régime honni, et engagé des voyous pour réprimer la société civile.» Constat similaire du côté de Daouda Diallo, secrétaire général du Collectif contre l'impunité et la stigmatisation des communautés (CISC), récompensé par le Prix Martin Ennals, soutenu par la Ville de Genève, en 2022: «Les velléités de rétablir l'ordre ancien de Blaise Compaoré ont braqué l'opinion. Il semble qu'une partie du MPSR n'a pas accepté que l'on fasse venir l'ancien président de Côte d'Ivoire sans l'inquiéter», explique au *Courrier* le défenseur des droits humains.

Le nouveau pouvoir va-t-il corriger le tir et tout faire pour reprendre le contrôle du pays miné par une pléthore de groupes armés illégaux? «Nous saluons l'éviction de M. Damiba mais restons prudents. Si le discours d'Ibrahim Traoré est plutôt rassurant, cela reste de la théorie pour l'instant. Nous appelons tous les patriotes à l'entourer pour l'aider à prendre les bonnes décisions. Il est jeune et il n'est pas évident qu'il ait la maturité politique nécessaire pour cette tâche», déclare le porte-parole du Balai citoyen, qui demande à la population de rester mobilisée.

Armée cherche alliés fiables

Profondément divisée et fragilisée, l'armée burkinabè ne semble guère en mesure de reconquérir rapidement le territoire: «Il faut que l'armée continue sa réorganisation et passe enfin à l'offensive», estime le militant. Mais le Burkina n'aura sans doute pas la capacité d'agir seul. Après l'échec des opérations militaires françaises au Sahel, les pays de la région se tournent vers d'autres partenaires. Là aussi, le



Le nouveau coup de force est accueilli plutôt favorablement par une bonne partie de la société civile au Burkina Faso. KEYSTONE

capitaine Traoré a tranché contre ses anciens camarades, qui tardaient à passer de nouvelles alliances. «Ce n'est pas seulement la Russie, mais aussi la Turquie, l'Afrique du Sud et l'Égypte qui peuvent nous aider», insiste Eric Kinda. «En 2012, François Hollande avait été acclamé au Mali. Puis la population a été déçue, estimant qu'une grande puissance comme la France avait les capacités d'obtenir davantage de résultats. [Au Mali, les putschistes ont finalement demandé à l'armée française de plier bagage]», explique Daouda Diallo. D'où la colère d'une grande partie des populations sahéliennes contre la France, l'ancienne puissance coloniale, accusée de n'œuvrer qu'à ses propres intérêts géostratégiques et économiques.

Au Burkina Faso, c'est en 2017 que la situation a gravement dégénéré sur le plan sécuritaire. Dans le sillage du Mali et du Niger: «Tout a commencé avec la déstabilisation de la Libye par l'OTAN en 2011. Des entrepreneurs de la violence se sont accaparés les armes libyennes et ont occupé une bonne partie du Sahel», rappelle Daouda Diallo. Avant de fonder sur le nord du Burkina. Une région d'autant plus vulnérable qu'elle a été négligée historiquement par l'État, laissant les populations dans la pauvreté, sans accès digne de ce nom aux services de santé et d'éducation. Une aubaine pour les djihadistes qui en ont profité pour monter les habitant·es contre l'État et recruter facilement nombre de jeunes hommes.

Civils armés et massacres

Puis, le gouvernement burkinabè a commis d'énormes bévues, estime le secrétaire général du CISC, qui réside et travaille lui-même dans le nord du Burkina auprès des communautés affectées. «Le terrorisme s'est nourri d'erreurs et de frustrations», résume-t-il. D'abord, les milices dites d'autodéfense,



«Les velléités de rétablir l'ordre ancien de Blaise Compaoré ont braqué l'opinion»

Daouda Diallo

comme les fameux «Koglewogo», ont été tolérées par les autorités, et ont commis de nombreux crimes, y compris contre des civils. Les militaires eux-mêmes se sont rendus coupables de nombreuses exactions, dont des centaines d'exécutions extrajudiciaires et des cas de torture. Le gouvernement a encore mis de l'huile sur le feu en 2019 en décidant d'armer des supplétifs civils, appelés «volontaires pour la défense de la patrie», eux-mêmes impliqués dans des tueries de civils et des pillages. «Beaucoup de bandits se sont retrouvés chez ces volontaires», ajoute Daouda Diallo. Tout cela dans une impunité presque totale. Au lieu d'affaiblir les mouvements djihadistes, les injustices commises n'ont fait qu'alimenter la rancœur et grossir leurs rangs.

Un sommet a été atteint en janvier 2019 avec un drame qui a «changé la donne» du pays selon nos interlocuteurs: des milices «Koglewogo»

commettent à Yirgou un massacre d'ampleur en ciblant les populations peules, accusées d'appartenir aux bandes djihadistes. «Ils ont tué tous les hommes qu'ils ont trouvés dans un rayon de 50 kilomètres pendant cinq jours sans être stoppés par l'armée», raconte le militant. Bilan: plus de 200 morts, selon le CISC, et les assassins ne sont ni recherchés ni punis. La tragédie renforce encore les rebelles islamistes armés: «Les terroristes se sont ensuite présentés en 'sauveurs' aux populations peules.» Depuis, ils ont conquis de nouveaux territoires, jusqu'à contrôler environ 60% du pays, estime Daouda Diallo. Aujourd'hui 10% de la population burkinabè a été déplacée et le pays traverse une crise humanitaire d'ampleur.

Cette situation s'avère d'autant plus inquiétante que le conflit prend de plus en plus le visage d'une guerre civile et interethnique – inimaginable encore il y a quelques années au Burkina – en raison de la manipulation des identités à des fins de contrôle du territoire. «Les djihadistes avaient tenté l'instrumentalisation religieuse et cela n'a pas marché, d'autant que chacun peut changer facilement de confession au Burkina. Ils commencent à réussir avec la manipulation ethnique en raison de l'ignorance de certains Burkinabè qui jouent le jeu des terroristes sans le savoir, analyse-t-il. Et les Peuls ne sont pas les seuls concernés, on constate dans d'autres régions des appels à la discrimination et aux massacres contre des populations allogènes. C'est extrêmement grave. Le pays lui-même est en danger.»

Rétablir la confiance

Cette dynamique mortifère peut-elle être renversée? Daouda Diallo estime que le premier gouvernement putschiste avait déjà entrepris des ac-

tions louables dans ce sens: mise en place de comités de dialogues intercommunautaires, quelques auteurs d'exactions traduits en justice, négociation proposée aux groupes rebelles, condamnations officielles des appels à la violence, etc. Un ensemble de mesures qui doit être selon lui renforcé.

Du côté du Balai citoyen, on se montre beaucoup plus circonspect: «Depuis janvier, la situation s'est énormément dégradée. Les territoires occupés se sont agrandis et aucune intervention de l'armée n'a été mise en place pour établir une ligne de démarcation», réagit Souleymane Ouedraogo, alias Basic Soul, militant du mouvement. «Le président Damiba a montré son incompetence et son absence de vision. Il n'est venu que pour restaurer les rapports de force politiques au sein de l'État antérieurs à 2014.» L'activiste constate un désengagement généralisé: «Les soldats ne veulent pas monter au front et mourir 'cadeau' en l'absence de stratégie digne de ce nom. La population n'a plus confiance, c'est le chacun pour soi», déplore-t-il. Dans ces conditions, le capitaine Traoré a fort à faire pour rétablir la confiance. Pour le Balai citoyen, la place de l'armée est davantage au front qu'à la tête de l'État: «Aucune révolution ne peut être réalisée si le régime continue à concentrer tout le pouvoir. Il faut que la transition devienne plus inclusive. Et revenir à un gouvernement civil car l'armée a montré ses limites», conclut Souleymane Ouedraogo.

Le capitaine Traoré a assuré qu'il ne ferait qu'expédier «les affaires courantes» jusqu'à la désignation d'un nouveau président de transition, civil ou militaire. Le chef d'État devra être élu par des «assises nationales» rassemblant les forces politiques, sociales et de la société civile, qui se réuniraient «bien avant la fin de l'année». I